

faute impardonnable—et se sont empressés d'aller voir ailleurs. Il n'y a pas vraiment moyen de savoir combien d'investisseurs éventuels nous avons perdus, aucun moyen de savoir combien ont pris la fuite devant le spectre de l'AEIE.

● (1610)

Dans son numéro du 14 septembre 1982, *The Wall Street Journal* s'exprime dans le même sens:

Dans la pratique, l'Agence s'est montrée secrète et capricieuse et... a fait fuir bien des investisseurs éventuels du fait de l'inertie de sa bureaucratie... le fait de conserver l'AEIE n'incite vraiment pas les détenteurs de capitaux à investir au Canada, surtout à un moment où les capitaux tant canadiens qu'étrangers ont tendance à fuir le pays.

Voilà. Mais tous ces reproches ne viennent pas que des États-Unis. En août 1982, le ministre de l'Économie de l'Allemagne de l'Ouest a soutenu que le Canada pourrait accélérer sa relance et s'assurer de nouveaux débouchés pour son énergie sur les marchés mondiaux, si seulement il consentait à supprimer ses obstacles tarifaires et à assouplir ses programmes politiques nationalistes.

M. Oberle: Il avait raison.

M. Stewart: Le député dit que le ministre avait raison, et je suis d'accord avec lui. Le ministre allemand a qualifié l'AEIE et le PEN d'obstacles qui gâchent un climat propice à l'investissement au Canada. Mais tout cela va changer. Nous apportons une bouffée d'air frais. Un nouveau jour vient de se lever. Les conservateurs détiennent maintenant les rênes du pouvoir et le Canada remonte la pente.

La raison profonde des critiques que s'est attirées l'AEIE ne portait pas tant sur le taux d'approbation des investissements, mais bien sur la perte d'investisseurs éventuels qui n'ont jamais eu le courage d'affronter le lourd fouillis bureaucratique. Voilà quel était le problème. Nous adressons maintenant aux investisseurs éventuels le message que le Canada est à nouveau ouvert aux affaires. La porte est ouverte et la caisse enregistreuse est prête à fonctionner.

L'AEIE a été un ennui et un poids dès le premier jour de son existence, un véritable cauchemar bureaucratique. Elle n'a cessé de devenir de moins en moins utile. Comme le signalait il y a un an la *Globe and Mail*, l'AEIE a été établie par un gouvernement libéral minoritaire en 1974, trop tard pour remporter la dernière bataille contre la mainmise étrangère sur l'économie dans les années 50 et 60 et mal armée pour la bataille qui allait suivre pour obtenir de nouveaux investissements dans les années 80. Si nous voulons survivre en tant que Canadiens, il nous faut pénétrer dans la jungle des marchés internationaux. Mettons l'AEIE de côté et créons une nouvelle agence qui encourage les investissements au Canada. Accueillons celle-ci à bras ouverts et ne soyons pas stupides. Ces investissements vont créer des emplois pour mes enfants et les vôtres. Ils contribueront à éponger ce déficit qui est une meule au cou des jeunes de notre pays. La création d'emplois doit venir au premier rang de nos priorités. Et pour satisfaire cette priorité, il nous faut d'abord nous débarrasser de l'AEIE.

Comment les députés de l'opposition peuvent-ils prétendre que nous perdrons des emplois si nous attirons de nouveaux investissements dans notre pays? C'est la chose la plus ridicule que j'ai jamais entendue. Comment peuvent-ils réclamer, comme le fait mon collègue, à ma gauche, une AEIE renforcée pour protéger des emplois qui n'existent pas? N'est-il pas évident que c'est la politique libérale des seize dernières années

Investissement Canada—Loi

que le NPD a fermement appuyée qui nous a mis dans le pétrin où nous sommes aujourd'hui? N'est-il pas évident que les Canadiens se sont prononcés pour le changement et que nous leur apportons ce changement? Cela ne doit pas l'être puisque nous entendons encore des critiques.

Pourquoi les partis d'opposition continuent-ils à critiquer la politique que les Canadiens ont si fortement appuyée le 4 septembre dernier? Elle leur a été clairement exposée. J'oserai dire que pas un seul d'entre nous, députés ministériels, n'a pas, discours après discours électoral, critiqué et décrié l'AEIE, déclarant que nous la modifions. Tous les Canadiens étaient au courant. Les libéraux et les néo-démocrates ont continué à défendre la politique que rejetait si manifestement la masse des électeurs. Cela explique peut-être pourquoi on trouve des ministériels même de leur côté de la Chambre. Que leur faudra-t-il pour qu'ils se rendent compte enfin que la politique à laquelle ils se sont accrochés comme à du velcro, comme le dit notre leader parlementaire, n'est plus pertinente pour la vaste majorité des Canadiens dans les années 80? Le socialisme a-t-il jamais réussi à accomplir quoi que ce soit en Amérique du Nord? Absolument rien.

Le projet de loi C-15 est une mesure opportune, pertinente, positive, constructive et valable. C'est ce que souhaitent les Canadiens, et c'est ce qu'ils vont obtenir. J'inviterais tous les députés des partis de l'opposition à y réfléchir sérieusement et à appuyer cette mesure que souhaitent les Canadiens et dont ils ont si désespérément besoin. Il faut attirer des capitaux d'investissement au Canada et créer des emplois pour les Canadiens ordinaires en chômage, qui sont au nombre de un million et demi, en faveur de qui nous, du parti progressiste conservateur, déployons tous nos efforts et qui veulent trouver du travail dont les ont privés les politiques néfastes qu'ont mises en œuvre durant 16 ans les libéraux appuyés par leur petite poignée de complices socialistes. Ayez donc le courage pour une fois de voter en faveur du changement.

M. Langdon: Monsieur le Président, le député a fait là une intervention captivante qui présentait une intéressante combinaison. Tout d'abord un petit discours adressé à ses électeurs qui se disent que la ville de Barrie aurait dû empêcher la fermeture de l'usine de la société Black & Decker, et fricoté soigneusement pour pouvoir passer au bulletin de nouvelles de la télévision locale. Puis, quelqu'un a manifestement dû préparer pour lui un discours célébrant les vertus de la suppression de l'organisme dont il vient de dire en terminant qu'elle aurait dû prendre la défense des travailleurs de sa ville d'origine. Il a lu soigneusement son discours sans reconnaître les énormes contradictions dans lesquelles il était emmêlé.

Il aurait dû à tout le moins rougir en parlant du jour nouveau qui s'était levé, car le jour nouveau qui s'est levé après les élections a été un jour sombre et désespérant pour les 600 travailleurs de l'usine de la société Black & Decker, un jour où ils ont vu disparaître leurs emplois et où le gouvernement s'est vu confronté à un défi. Voilà tout le sujet du présent débat, l'existence d'un appareil d'examen du nom de l'AEIE—on pourrait lui donner un autre nom ou une méthode de travail quelque peu différente—qui a donné aux travailleurs de Barrie la possibilité d'en appeler de la fermeture décidée par la compagnie Black & Decker.

Le député est bien au courant de ce qui se passe dans sa circonscription. Il doit savoir que ces travailleurs sont venus à Ottawa, où ils ont pu s'entretenir avec les collaborateurs du